

QUESTIONNAIRE

1. De nombreuses familles à Genève éprouvent des difficultés à concilier vie familiale et vie professionnelle.
 - a) Diriez-vous que c'est une problématique politique majeure à Genève ? Pour quelles raisons ?
Oui c'est un réel problème. Genève n'est devenue qu'une plateforme de création économique et plus un lieu de vie familial et convivial. Il manque de soutien aux familles avec enfants, les crèches sont chères et les places rares. La mobilité difficile, une entre-aide familiale si l'on habite dans différents coins du canton devient très difficile et chronophage.
 - b) Quelles mesures proposeriez-vous pour aider les familles genevoises à concilier vie familiale et vie professionnelle ?
Les crèches doivent être développées, la loi sur l'organisation de celles-ci doit être simplifiée. Moins contraignantes, plus simple à tous niveaux (infrastructure, encadrement etc...). Revenir sur terre et voir comment dans des sociétés moins riches ces tâches sont organisées. Ces sociétés y arrivent mieux que nous !
2. L'Etat genevois offre des prestations de soutien à la famille (notamment les prestations complémentaires familiales, les bourses d'études et les demandes d'allocation de logement)
 - a) Quels sont, selon vous, les obstacles qui empêchent certaines familles à Genève d'accéder à de telles prestations ? ***Certains socles sont trop bas et à défaut d'être à l'assistance publique l'on n'y accède pas. « Les working poor » en sont les victimes. Le jeunes mâle migrant dans la force de l'âge reçoit plus de l'Etat. C'est un comble. L'argent social doit être revu dans ces priorités.***
 - b) Quelles mesures proposeriez-vous pour améliorer l'accès des familles genevoises aux prestations de soutien à la famille ? ***Redistribuer plus de l'argent du social aux genevois et moins aux « autres ». Priorité aux Genevois ! Le risque ici c'est que nous allons « importer notre jeunesse de l'extérieur, par la migration. Eux pourront se permettre une famille nombreuse... Terrible...***
3. Imaginons la mise sur pied par l'Etat d'un Secrétariat à la famille (secrétariat intégré à un département du Conseil d'Etat).
 - a) Quels seraient, selon vous, les avantages d'un tel dispositif ? ***Ce secrétariat ne va pas se battre pour tirer la couverture de l'argent de l'état à lui. Idéalement il faudrait un lobby familial fort. Ce qui n'existe pas actuellement. Je ne suis pas trop pour une étatisation de la famille.***
 - b) Quels en seraient les désavantages ? ***Tout organisme d'état commence avec une bonne intention et termine très souvent par une usine à gaz sans résultats probants.***
4. Et maintenant la mise sur pied par l'Etat d'un Observatoire des familles ayant pour objectif d'étudier la situation des familles à Genève et leur évolution (outil mis sur pied par le Conseil d'Etat, qui travaillerait avec l'Université en lien avec les associations).

a) Quels seraient, selon vous, les avantages d'un tel dispositif ? La recherche de la vérité est toujours utile, connaître les chiffres, obtenir une vision d'ensemble est fondamentale. Je suis pour ce type d'initiative.

b) Quels en seraient les désavantages ? **Les risques sont qui y participerait ? Cerais-ce biaisé dans un sens ou objectif. Qui superviserait leur travail ? Cet observatoire doit être ni de gauche ni de droite, mais bien souvent ce type de groupe, dérive clairement à gauche...**

5. Et pour finir, parlons "politique familiale" dans le canton de Genève.

a) Quelles sont, selon vous, les mesures actuelles qui définissent le mieux la politique familiale dans le canton de Genève ? **Il y en a-t-il une de politique familiale ? Non, enfin positivement : une école publique qui fonctionne encore, un accès pour les plus démunis réel. En revanche les familles sont sur-taxées. Le mariage reste pénalisant du point de vue des impôts. Cela doit changer.**

b) Quelles sont les mesures que vous préconiserez pour la développer ?
Redistribuer une partie conséquente des fonds alloués ailleurs (culture, asile), vers les familles locales.